



FINISTÈRE : COMMUNIQUÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Depuis le 5 décembre, les syndicats CGT Éduc'Action public/privé, CNT, FO, SNES, SUD Éducation et SUNDEP Solidaires du Finistère organisent la lutte des personnels de l'Éducation contre les régressions sociales que représentent la réforme des retraites par points, celle de la Fonction Publique, comme celle du baccalauréat et des lois Blanquer.

Le Bac « Maison » de Blanquer et ses épreuves de contrôle continu se déroulent dans des **conditions scandaleuses** à l'échelle départementale, comme nationale.

Jamais le baccalauréat n'a été bafoué à ce point. Le diplôme est vidé de toute valeur nationale puisque le choix des sujets, l'interrogation et la correction sont organisées au sein même de l'établissement. L'anonymat n'est plus garanti et les risques de fraude sont démultipliés. L'égalité de traitement des candidat·es qui était garantie par l'ancien système disparaît. La valeur du diplôme est plus que compromise. De même, l'égalité de traitement des professeur·es disparaît dans la mesure où les modalités d'évaluation telles que les tâches de correction, de concertation et de répartition des copies ne sont pas identiques d'un établissement à un autre. Les professeur·es de lycée sont déjà en situation d'épuisement professionnel en raison de la réforme du Bac. Le temps de correction aura lieu pendant les vacances scolaires. C'est inadmissible.

Blanquer, comme le gouvernement, ment, dissimule la réalité du déroulement des épreuves EC3 alors que des centaines de lycées sont mobilisés contre la passation de ces épreuves. Dans le département, des enseignant·es ont refusé de choisir les sujets et se sont mis en grève pour empêcher le déroulement des épreuves, parfois surveillées par des personnels administratifs, de surveillance au mépris de leurs obligations de service. Les organisations syndicales CGT Éduc'Action public/privé, CNT, FO, SNES, SUD Éducation, SUNDEP Solidaires sont

profondément choquées par l'arrestation violente de deux lycéens de Quimper le 16 janvier, dont un syndicaliste lycéen. Elles sont profondément choquées par le fait que six voitures de police ont été envoyées devant les portes du lycée de l'Elorn de Landerneau au moment du passage des épreuves.

Se soumettant à la pression des Recteurs et de forces de police, des chefs d'établissement ont voulu que des épreuves d'E3C se tiennent coûte que coûte, y compris en intimidant et en menaçant des élèves qui refusaient de composer. Les organisations syndicales exigent **l'arrêt immédiat de la répression et apportent tout leur soutien aux personnels et aux lycéen·nes en lutte.**

Elles exigent **l'annulation définitive des E3C**, de toutes les formes de contrôle continu des lycées généraux, technologiques et professionnels, le rétablissement du Bac et de ses épreuves nationales, anonymes, ponctuelles et terminales.

Les organisations syndicales CGT Éduc'Action public/privé, CNT, FO, SNES, SUD Éducation, SUNDEP Solidaires restent déterminées à obtenir **l'abrogation de la réforme du lycée et du baccalauréat.**

Elles appellent tous les personnels à **amplifier la lutte** par la construction de la grève jusqu'au retrait pour **mettre à bas la réforme des retraites par points et toutes les réformes qui détruisent l'Éducation nationale.**

ELLES APPELLENT TOUS LES PERSONNELS À SE RETROUVER EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À LA FACULTÉ SÉGALEN DE BREST LE LUNDI 3 FÉVRIER À 18 H.